

Dans ce numéro

Au moins deux militaires tués et plusieurs blessés lors de l'explosion d'une mine au passage de leur véhicule dans le nord-ouest du Bénin...

(Page 2)

Au Kazakhstan, les manifestations seraient dirigées par des groupes ayant reçu une formation à l'étranger...

(Page 3)

Washington ne prévoit pas de reporter ses prochains exercices militaires en Corée du Sud...

(Page 4)

P'yongyang annonce avoir procédé à un tir d'essai de missile hypersonique...

(Page 5)

Signature d'un traité renforçant la coopération bilatérale en matière de Défense entre le Japon et l'Australie...

(Page 6)

Un navire appartenant à la coalition arabe transportant du matériel militaire arraisonné par les houthis...

(Page 7)

FORMULATION D'ARTICLE

- Les textes sont des relevés d'écoute de la radio ; la formulation est donc celle du média cité. Les titres, par contre, sont de notre rédaction.

Quatre policiers kényans tués lors d'une embuscade dans le comté de Lamu...

Au Kenya, quatre policiers ont été tués vendredi lors d'une embuscade dans la région côtière voisine de la Somalie. L'attaque a eu lieu dans le comté de Lamu à environ 420 kilomètres de Nairobi. Un responsable de la police de Lamu s'exprimant sous couvert d'anonymat a précisé que le véhicule était en patrouille lorsqu'il a été touché par un lance-roquettes. L'attaque n'a pas été revendiquée. Le gouvernement avait déployé des renforts dans la région et déclaré un couvre-feu nocturne après le meurtre de sept civils dans deux attaques en début de semaine. Depuis son opération militaire dans le sud de la Somalie en 2011 pour lutter contre les islamistes shabaab, le Kenya a subi plusieurs attentats meurtriers, notamment dans le centre commercial Westgate à Nairobi qui avait fait 67 morts en 2013 et contre l'université de Garissa qui avait fait 148 morts. Le comté de Lamu, proche de la frontière avec la Somalie, a déjà été la scène de plusieurs attaques. Mercredi, le ministère de l'Intérieur kényan a déclaré que des troubles agitent plusieurs zones du comté de Lamu, ajoutant que les forces de sécurité sont à la recherche d'armes dans la région.

(La voix de l'Amérique, le 07-01-2022)

Au Burkina Faso, l'état-major des armées annonce la neutralisation de plusieurs dizaines de djihadistes présumés...

Des dizaines de terroristes ont été neutralisés entre le 28 décembre et le 2 janvier lors de diverses opérations militaires dans le nord et le nord-ouest du Burkina Faso. C'est ce qu'a annoncé ce lundi l'état-major des armées. Le Burkina Faso fait face depuis 2015 à des attaques djihadistes régulières et meurtrières, en particulier dans les régions du nord et de l'est proches du Mali et du Niger, pays également confrontés aux opérations de groupes djihadistes armés.

(La voix de l'Amérique, le 04-01-2022)

La Corée du Sud annonce la création d'un département de l'aérospatial militaire...

L'état-major interarmées (JCS) a annoncé aujourd'hui la création d'un département de l'aérospatial militaire dédié au développement des capacités de sécurité spatiale du pays. Cette nouvelle unité aura pour mission d'élaborer les stratégies aérospatiales basées sur l'interopérabilité des armées de terre, de l'air et de la marine, ainsi que les systèmes d'exécution des opérations conjointes reliant les états-majors des trois armées. D'après le JCS, les pays développés dans ce secteur, tels que les États-Unis, la Chine, la Russie et le Japon, relèvent considérablement leur budget destiné à élargir leur domaine cosmique. Dans la foulée, il a déclaré qu'il renforcerait lui aussi ses capacités via la mise en place d'une cellule des opérations aérospatiales, la gestion des satellites de communication militaire et l'établissement d'un système de surveillance satellitaire électro-optique.

(KBS World Radio, le 03-01-2022)

Onze militaires blessés après une attaque djihadiste dans le nord-ouest du Burkina Faso...

Au Burkina Faso, la lutte contre le terrorisme se poursuit. Samedi, des unités de l'armée et de la gendarmerie ont été victimes d'une nouvelle attaque dans le nord-ouest du pays. Onze d'entre eux ont été blessés. Vingt-neuf djihadistes ont par ailleurs été tués selon l'armée burkinabée. Depuis 2015, le nord-ouest du Burkina est le théâtre de cette violence djihadiste dans la zone dite des trois frontières proche du Niger et du Mali.

(Radio Vatican, le 03-01-2022)

Au moins treize civils tués dans deux attaques de djihadistes présumés dans le nord du Burkina Faso...

Au Burkina Faso, au moins treize civils dont deux supplétifs de l'armée, ont été tués par des djihadistes présumés lors de deux attaques cette semaine dans le nord du pays. Les attaques ont été perpétrées il y a deux jours. La plus meurtrière a eu lieu dans le village d'Ankouna où, dans la soirée, des individus armés non identifiés ont visé les habitants, d'après le gouverneur de la région du centre-nord Casimir Segueda. Onze villageois ont été tués et un a été blessé. Les hangars du marché ont également été incendiés. Un élu local dit que l'attaque a été menée par plusieurs dizaines d'hommes lourdement armés et circulant à moto. Toujours mercredi dans la même région, des individus armés ont perpétré dans la journée une autre attaque à Noaka, tuant deux Volontaires pour la défense de la patrie, les supplétifs civils engagés dans la lutte anti-djihadiste aux côtés des forces de sécurité. Selon le même élu, les terroristes ont incendié des boutiques et des greniers après avoir effectué des tirs dans le marché de Noaka. L'élu ajoute que ces attaques ont occasionné des déplacements de populations fuyant les pillages vers la ville de Kaya, le chef-lieu de cette région du Burkina, le centre-nord, qui accueille déjà la majorité des déplacés internes.

(La voix de l'Amérique, le 07-01-2022)

Au moins deux militaires tués et plusieurs blessés lors de l'explosion d'une mine au passage de leur véhicule dans le nord-ouest du Bénin...

Au Bénin, selon deux sources militaires, au moins deux soldats béninois ont été tués et d'autres blessés - dont un dans un état critique - après l'explosion ce jeudi d'une mine au passage de leur véhicule dans le nord-ouest du pays, près de la frontière avec le Burkina Faso. L'armée a été, dans le nord, la cible le 10 décembre de deux attaques djihadistes qualifiées d'ignobles par le président Patrice Talon, les premières reconnues officiellement par les autorités. Des renforts militaires avaient été envoyés sur place. Jeudi, un véhicule militaire a déclenché un engin explosif dans le département de l'Atacora, près du parc de la Pendjari où deux touristes français avaient été enlevés en 2019 par des bandits. Selon un officier joint par téléphone, il ne s'agit pas d'une attaque mais d'un véhicule militaire qui a sauté sur une mine artisanale alors qu'il allait mener une opération. Il y a huit jours le président Talon avait assuré devant le parlement que le Bénin allait renforcer son dispositif militaire pour tenter de mettre fin aux djihadistes venus du Niger et du Burkina Faso voisins.

(La voix de l'Amérique, le 07-01-2022)

Antonio Guterres s'inquiète du développement des actes violents commis par des extrémistes dans le sud et l'ouest du Mali...

« Les actes violents commis au Mali par les éléments extrémistes se développent dans le sud et l'ouest du pays ». C'est ce qu'a affirmé mardi le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres dans une lettre remise au Conseil de sécurité. Dans ce rapport d'une douzaine de pages, le patron de l'ONU estime que les groupes armés considèrent comme un succès le départ récent des forces françaises du nord du pays. « Dans l'ensemble, les éléments extrémistes violents continuent à étendre leurs activités dans le sud et l'ouest du pays » écrit Antonio Guterres. « Cette campagne est probablement motivée par les succès perçus, notamment le repositionnement des forces internationales loin de la région de Kidal » précise M. Guterres en faisant allusion au retrait militaire français de l'opération *Barkhane* de plusieurs villes du nord malien. Antonio Guterres s'inquiète par ailleurs de la prolifération des attaques impliquant des engins explosifs improvisés. Selon lui, elles visent les routes d'approvisionnement et entravent les opérations de la MINUSMA, ajoutant que ces attaques avec ces explosifs ont fait l'an dernier au moins 15 morts et 121 blessés.

(La voix de l'Amérique, le 06-01-2022)

Tentative d'assassinat à l'encontre du Premier ministre haïtien...

Le Premier ministre d'Haïti, Ariel Henry, est sorti indemne samedi d'une attaque survenue alors qu'il participait à une cérémonie commémorant les 218 ans de l'indépendance nationale. Après le Te Deum dans la cathédrale de la ville des Gonaïves, le Premier ministre a été la cible d'une attaque armée alors qu'il quittait le temple religieux, dans une fusillade qui a fait au moins un mort et plusieurs blessés. Une vidéo circulant sur les réseaux sociaux montre le moment où Henry quitte l'église Saint Charles de Borome et des coups de feu sont entendus, obligeant une équipe de sécurité à mettre le Premier ministre en sécurité. La zone a été lourdement encerclée par la police car un groupe armé irrégulier opérant dans la zone a averti le dirigeant haïtien de ne pas se présenter à Gonaïves. Quelques minutes avant l'attaque, Henry avait posté sur son compte du réseau social *Twitter* qu'il participait au traditionnel Te Deum qui se déroule aux Gonaïves, à l'église Saint Charles de Borome, dans le cadre de la célébration du 218e anniversaire de l'indépendance nationale. En raison de l'échec de l'attaque contre Henry, les autres événements prévus pour la commémoration de l'indépendance d'Haïti de la France, proclamée le 1er janvier 1804, ont été annulés. Haïti traverse une crise politique et sociale qui s'est aggravée depuis le 7 juillet, date de l'assassinat du Président Jovenel Moïse par un groupe de mercenaires.

(Radio Havane Cuba, le 03-01-2022)

Au Kazakhstan, les manifestations seraient dirigées par des groupes ayant reçu une formation à l'étranger...

Une force collective de maintien de la paix a été envoyée au Kazakhstan par Moscou et ses alliés de l'Organisation du traité de sécurité collective. L'envoi de cette force fait suite à une demande des autorités du Kazakhstan qui font face à des émeutes. Ces dernières ont démarré dimanche dans l'ouest du pays après une hausse du prix gaz, puis se sont étendues à Almaty, la capitale économique et la plus grande ville du Kazakhstan. Selon les autorités, des groupes terroristes ayant reçu un entraînement approfondi à l'étranger dirigent les manifestations. Par ailleurs des dizaines de manifestants ont été tués par la police dans la nuit de mercredi à jeudi alors qu'ils tentaient de s'emparer de bâtiments administratifs, selon les forces de l'ordre.

(Deutsche Welle, le 06-01-2022)

Le ministère russe des Affaires étrangères a déclaré jeudi qu'il estimait que les émeutes au Kazakhstan étaient une tentative, attisée par des forces étrangères, de miner la sécurité et l'intégrité du pays avec des formations armées entraînées. Dans un communiqué publié sur son site internet, le ministère a noté la rapide dégradation de la situation politique intérieure et la recrudescence des violences au Kazakhstan. Plus tôt dans la journée, l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) a décidé d'envoyer au Kazakhstan des Forces collectives de maintien de la paix pour une période limitée afin de stabiliser la situation dans ce pays. Ces forces comprennent des troupes de Russie, de Biélorussie, d'Arménie, du Tadjikistan et du Kirghizistan. Moscou a réaffirmé son adhésion aux engagements pris dans le cadre de l'OTSC et soutient l'adoption de telles mesures d'urgence, selon le ministère des Affaires étrangères. La Russie poursuivra ses consultations étroites avec le Kazakhstan et d'autres alliés au sein de l'OTSC afin que les habitants du pays retrouvent au plus vite une vie normale, a-t-il ajouté. Le Kazakhstan, et notamment sa plus grande ville Almaty, est en proie à des manifestations violentes déclenchées par le mécontentement lié à la hausse des prix du carburant. Les tensions se sont aggravées mercredi quand des manifestants ont envahi le principal bâtiment du gouvernement à Almaty, mettant le feu à des véhicules de police et attaquant la branche régionale du parti au pouvoir Nour-Otan.

(Radio Chine internationale, le 07-01-2022)

Au Kazakhstan, arrestation de l'ancien directeur du Comité national de sécurité (KNB) soupçonné de trahison...

Karim Massimov, ancien directeur du Comité national de sécurité (KNB) du Kazakhstan, a été arrêté pour suspicion de haute trahison, a annoncé samedi le comité. M. Massimov et d'autres personnes dont le nom n'a pas été révélé ont été placés dans un centre de détention temporaire jeudi et le comité a lancé une enquête préliminaire, indique un communiqué publié sur le site internet du KNB. L'ancien haut fonctionnaire a été placé en détention alors que de violentes manifestations déclenchées par une hausse des prix du gaz secouaient le Kazakhstan et faisaient plusieurs morts et de nombreux blessés. Le président kazakh Kassym-Jomart Tokaïev a déclaré vendredi que l'ordre constitutionnel avait été

largement rétabli dans son pays après des jours de violentes émeutes.
(*Radio Chine internationale, le 08-01-2022*)

Karim Massimov, ancien président du Comité de sécurité nationale du Kazakhstan, a été arrêté pour suspicion de trahison. Dans une déclaration, le Comité de sécurité nationale du Kazakhstan signale qu'une enquête a été ouverte par le comité le 6 janvier, conformément à l'article sur la trahison du code pénal de la République du Kazakhstan. Selon la déclaration, Massimov a été placé dans un centre de détention temporaire avec d'autres personnes détenues dans le cadre de l'enquête. Karim Massimov, qui a été nommé en 2016, a été démis de ses fonctions de président du Comité de sécurité nationale par décision du président du Kazakhstan Kassem-Jomart Tokaïev le 6 janvier, en raison des protestations qui ont commencé en raison de l'augmentation du prix du gaz naturel. Samat Abish, le neveu de l'ancien président du Kazakhstan Nursultan Nazarbaïev, a également été suspendu de son poste de vice-président du Comité de sécurité nationale. Entre-temps, selon le communiqué du ministère de l'Intérieur, 4 266 personnes, dont des citoyens d'autres pays, ont été arrêtées lors des incidents qui ont éclaté dans le pays le 2 janvier après l'augmentation des prix de carburant.
(*La voix de la Turquie, le 08-01-2022*)

... ACTIVITÉS DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ...

Le logiciel espion Pegasus utilisé par les services de renseignement polonais selon Jaroslaw Kaczynski...

Le politicien le plus influent de Pologne a reconnu que son pays avait acheté des logiciels espions avancés au fabricant de logiciels de surveillance israélien NSO Group, mais a nié qu'ils étaient utilisés pour cibler ses opposants politiques, rapporte l'*Associated Press*. Jaroslaw Kaczynski, chef du parti conservateur au pouvoir en Pologne, Law and Justice, a déclaré dans une interview que le logiciel *Pegasus*, est désormais utilisé par les services secrets de nombreux pays pour lutter contre le crime et la corruption. Selon lui, *Pegasus* représente une avancée technologique par rapport aux systèmes de surveillance antérieurs qui ne permettaient pas aux services d'étudier les messages cryptés. « Ce serait dommage que les services polonais ne disposent pas de ce type d'outil » a déclaré Kaczynski. Le chef de file de l'opposition polonaise, Donald Tusk, a toutefois dénoncé la plus grande et plus profonde crise pour la démocratie dans ce pays depuis la fin du communisme, après les informations selon lesquelles le gouvernement espionnait ses opposants. « C'est sans précédent dans notre histoire » a déclaré aux journalistes l'ancien chef du Conseil européen, qui dirige aujourd'hui le parti centriste polonais Plateforme civique.
(*I24News, le 07-01-2022*)

... MILITAIRE ...

Washington ne prévoit pas de reporter ses prochains exercices militaires en Corée du Sud...

Aux États-Unis, le département de la Défense a coupé court à la possibilité d'un report de ses exercices militaires avec la Corée du Sud, prévus en mars prochain. Lors d'un entretien, aujourd'hui, avec la radio américaine *RFA*, son porte-parole a en effet martelé qu'il n'y aurait aucun changement dans les programmes de manœuvres convenus le mois dernier lors de la Réunion consultative sur la sécurité (SCM) entre les deux pays. Il n'a pourtant pas donné de précisions quant à la date exacte du lancement de la prochaine opération. La 53e édition de cette conférence annuelle s'est tenue le 2 décembre à Séoul. Les ministres de la Défense des deux alliés se sont alors mis d'accord pour organiser cette année deux exercices de commandement, l'un au premier semestre et l'autre entre juillet et décembre. Suh Wook et Lloyd Austin ont aussi promis de mener le test dit FOC visant à vérifier si Séoul est capable de reprendre le contrôle opérationnel (OPCON) en temps de guerre, actuellement exercé par les USA. Pourtant, il a récemment été évoqué la possibilité de repousser les manœuvres de mars, afin de ménager le dialogue entre les deux Corées et celui entre P'yongyang et Washington. Dans son interview avec la radio le porte-parole a néanmoins réaffirmé que les deux alliés continueraient à préserver la plus solide préparation militaire et à maintenir leur posture de défense conjointe en vue de protéger la Corée du Sud contre les menaces et les ennemis. Et d'ajouter que leurs entraînements militaires seront décidés d'un commun accord. Pour rappel, en 2021, les deux nations ont effectué deux exercices conjoints en mars et en août. Elles n'ont cependant pas testé le FOC à

cause de la crise sanitaire de coronavirus.
(KBS World Radio, le 04-01-2021)

Nouveau tir de missile balistique nord-coréen en direction de la mer de l'Est...

La Corée du Nord a tiré ce matin vers 8h10 un projectile non identifié en direction de la mer de l'Est. Le chef de l'état-major interarmées sud-coréen (JCS) estime qu'il s'agirait d'un missile balistique. La garde côtière japonaise a fait part de la même opinion. Les autorités de renseignement de la Corée du Sud et des États-Unis analysent les détails comme la zone de lancement, le type de l'engin et la distance parcourue. Selon l'armée sud-coréenne, Séoul surveillait les mouvements de P'yongyang concernant les missiles, et gardait une attention particulière sur le sujet en collaboration étroite avec Washington. Il s'agit du premier lancement effectué par la Corée du Nord cette année. Le dernier remonte au 19 octobre 2021, où elle avait tiré un nouveau type de missile mer-sol balistique stratégique (MSBS) depuis un sous-marin à titre expérimental. Un peu plus tôt, le royaume ermite a déclaré, à la suite de la réunion plénière du Parti des travailleurs, son ambition de s'attacher davantage à renforcer sa force de défense en cette nouvelle année à travers le développement des armes adaptées aux batailles modernes. Certains estiment que ce dernier mouvement de P'yongyang devrait s'inscrire dans son entraînement hivernal de routine en cours depuis début décembre.

(KBS World Radio, le 05-01-2022)

Selon le ministre japonais de la Défense Kishi Nobuo, le projectile lancé par la Corée du Nord mercredi matin, et qui pourrait être un missile balistique, a parcouru environ 500 kilomètres et est probablement tombé en dehors de la zone économique exclusive du Japon. M. Kishi a déclaré aux journalistes mercredi que le Nord avait tiré le missile balistique présumé en direction de l'est à partir d'une plateforme terrestre vers 8h07. Il a précisé qu'aucun dommage subi par des avions ou des navires japonais n'avait été confirmé jusqu'à présent. M. Kishi a déclaré qu'une analyse détaillée était en cours. Il a dit que sur la base des instructions du Premier ministre Kishida Fumio, il avait ordonné au ministère de la Défense et aux Forces d'autodéfense de continuer à prendre toutes les mesures possibles pour recueillir des informations et surveiller la situation. Le ministre a ajouté qu'il travaillerait en étroite collaboration avec les pays concernés, y compris les États-Unis et la Corée du Sud. Il s'est dit déterminé à protéger la vie et les moyens de subsistance des gens. M. Kishi a rappelé que le Nord avait effectué environ 40 lancements depuis mai 2019 et visait apparemment à améliorer ses technologies de missiles. Il a poursuivi en disant que les lancements répétés de ces dernières années étaient une grave préoccupation pour le Japon et la communauté internationale. Il a également déclaré que sur la base du dernier lancement, le gouvernement examinerait toutes les options possibles, y compris celle de s'assurer de la capacité de frapper les bases ennemies. Il a réitéré que le gouvernement continuerait de faire des efforts pour augmenter considérablement ses capacités de défense.

(Radio Japon international, le 05-01-2022)

P'yongyang annonce avoir procédé à un tir d'essai de missile hypersonique...

La Corée du Nord a procédé à un tir d'essai de missile hypersonique. C'est ce qu'a rapporté aujourd'hui l'agence officielle nord-coréenne *KCNA*. Il s'agirait du premier test de ce type de la part de P'yongyang cette année. Le missile tiré mercredi transportait une ogive hypersonique. C'est la seconde fois que la Corée du Nord fait état d'un tir de missile hypersonique, une arme sophistiquée qui atteste des avancées de l'industrie de défense nord-coréenne.

(Deutsche Welle, le 06-01-2022)

D'après le ministre japonais de la Défense, Kishi Nobuo, le gouvernement considère que le projectile tiré mercredi par la Corée du Nord est un nouveau type de missile balistique. Il s'agirait d'un modèle jamais lancé par P'yongyang. M. Kishi a déclaré jeudi à la presse que, d'après les analyses effectuées pour l'instant, le missile tiré a volé à une altitude maximale de 50 kilomètres, ce qui, selon lui, est une altitude inférieure à celle des missiles balistiques conventionnels. Le journal du Parti du travail de Corée du Nord, le *Rodong Sinmun*, a déclaré que l'Académie nationale des sciences de la défense avait testé mercredi un missile hypersonique. M. Kishi a déclaré qu'il s'abstiendrait de toute conclusion sur le lancement, car une analyse complète et technique doit encore être effectuée. Il s'agit du deuxième tir d'un missile hypersonique annoncé par la Corée du Nord. Le premier a eu lieu en septembre de l'année dernière. D'après M. Kishi, Tokyo pense que le lancement de mercredi concernait

un type de missile différent de celui testé l'année dernière. M. Kishi a déclaré que les lancements de missiles balistiques enfreignent les résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies et sont extrêmement regrettables. Selon lui, le Japon continuera à coordonner étroitement ses efforts avec les États-Unis et d'autres pays, tout en faisant tout son possible pour recueillir et analyser les informations.
(*Radio Japon international, le 06-01-2022*)

Les services secrets sud-coréens et américains continuent à analyser la nature exacte et les caractéristiques du missile tiré hier par la Corée du Nord. C'est ce que nous a appris le porte-parole de l'état-major interarmées sud-coréen (JCS). Lors d'un briefing aujourd'hui, le colonel Kim Jun-rak a détaillé que les renseignements des deux alliés avaient détecté le projectile et qu'ils étaient capables d'y faire face. Et d'ajouter que l'armée sud-coréenne continue à renforcer ses capacités de riposte à des essais balistiques nord-coréens. Le *Rodong Sinmun*, le journal officiel du Parti des travailleurs, a rapporté aujourd'hui que l'ogive hypersonique avait manœuvré à 120 kilomètres latéralement, avant d'atteindre précisément une cible à 700 kilomètres de distance. L'organe de presse a également indiqué que les dirigeants de la formation au pouvoir avaient manifesté une grande satisfaction à l'égard du résultat du test et salué également cet exploit en matière de sciences de défense nationale. Les autorités militaires sud-coréennes mènent une évaluation différente de celle du royaume ermite sur la distance parcourue et l'altitude atteinte par l'engin, puisque ce dernier serait un nouveau système d'arme, qui n'est pas identique à celui du premier missile hypersonique de type *Hwasong-8*, tiré en septembre dernier.
(*KBS World Radio, le 06-01-2022*)

La République populaire démocratique de Corée (RPDC) a testé avec succès un missile hypersonique, a rapporté jeudi l'*Agence de presse centrale coréenne (KCNA)*. Le missile, lancé mercredi par l'Académie des sciences de la défense, a manœuvré à 120 kilomètres latéralement avant de toucher précisément une cible située à 700 kilomètres, ce qui prouve la fiabilité d'un nouveau système de carburant, selon *KCNA*. Il s'agit du deuxième tir d'essai de missile hypersonique confirmé par la RPDC, avec le lancement par le pays du *Hwasong-8* en septembre dernier. « Les succès successifs des tirs d'essai dans le domaine des missiles hypersoniques revêtent une importance stratégique dans la mesure où ils accélèrent la tâche de modernisation de la force armée stratégique de l'État » a ajouté l'agence. La fiabilité du système de carburant dans les conditions météorologiques hivernales a également été vérifiée.
(*Radio Chine internationale, le 06-01-2022*)

Des missiles balistiques exposés dans le centre de la capitale iranienne...

L'Iran a exposé trois missiles balistiques sur une esplanade de prière en plein air dans le centre de Téhéran vendredi, alors que les pourparlers de Vienne visant à relancer l'accord nucléaire entre Téhéran et les puissances mondiales s'enlisent. Les missiles - connus sous les noms de *Dezful*, *Qiam* et *Zolfaghar* - ont une portée officielle de 1 000 kilomètres et sont des modèles déjà connus ont indiqué les Gardiens de la révolution. Les diplomates des pays qui restent dans l'accord nucléaire de 2015 - Grande-Bretagne, France, Allemagne, Russie et Chine - travaillent avec Téhéran pour relancer l'accord, qui vise à limiter les ambitions nucléaires de l'Iran en échange de la levée des sanctions économiques. Des diplomates américains sont présents aux négociations nucléaires à Vienne, mais ne discutent pas directement avec les Iraniens. Un rapport de la télévision d'État iranienne a précisé que les missiles exposés étaient du même type que ceux utilisés pour frapper les bases américaines en Irak. L'exposition a eu lieu le jour du deuxième anniversaire d'une attaque de missiles balistiques contre des bases abritant des troupes américaines en Irak, en représailles à l'attaque de drones américains qui a tué le général iranien Qassem Soleimani à Bagdad en 2020.
(*I24News, le 08-01-2022*)

Signature d'un traité renforçant la coopération bilatérale en matière de Défense entre le Japon et l'Australie...

Le Japon et l'Australie ont signé ce jeudi un traité qualifié d'historique. L'objectif du traité est de renforcer leur coopération bilatérale en matière de défense. Cet accord est considéré comme une nouvelle étape clé dans le resserrement des liens entre Canberra et Tokyo face aux ambitions de la Chine dans la région indo-pacifique.
(*Deutsche Welle, le 06-01-2022*)

Vers une augmentation des effectifs de l'armée slovaque...

Selon Daniel Zmeko, chef d'état-major général des Forces armées de la République slovaque, l'année 2021 a été pleine de défis pour les Forces armées ; cependant, la nouvelle année ne sera pas plus facile. Il a souligné le déploiement important de troupes et d'équipements dans la lutte contre la pandémie, mais aussi résorber les retards pris dans l'entraînement non accomplis en 2020. Il a ajouté que la préparation opérationnelle de l'armée était maintenue, ce qu'il considère dans les conditions actuelles comme un succès. Dans le cadre des projets, il parle de poursuivre la réorganisation. Dans le cadre du projet d'achat d'avions de chasse F-16, par exemple, de nouveaux éléments devraient être ajoutés à l'armée de l'air, un régiment d'artillerie est également en cours de constitution, et l'état des infrastructures est en cours d'examen. Dans la mission à Chypre, les militaires slovaques pourraient remplir de nouvelles tâches, et les initiatives de l'UE en Afrique, où la République slovaque n'a encore qu'une faible représentation, sont également un défi. De grands exercices en Slovaquie et à l'étranger sont également prévus. Les effectifs militaires vont également augmenter.

(*Radio Slovaquie internationale, le 03-01-2022*)

... L'ACTUALITÉ DES MARCHANDS D'ARMES ...

Un navire appartenant à la coalition arabe transportant du matériel militaire arraisonné par les houthis...

Les milices houthies soutenues par l'Iran au Yémen ont annoncé avoir capturé un navire militaire appartenant à la coalition arabe qui soutient les forces gouvernementales. Le porte-parole militaire des houthis, Yahya Seri, a fait une déclaration à ce sujet sur son compte *Twitter*. « Le navire militaire des Émirats arabes unis (EAU), affiliés à la coalition, qui est entré dans les eaux yéménites sans autorisation et transportait du matériel militaire, a été saisi » a indiqué Seri, tout en précisant qu'il s'agissait d'une réponse au blocus en cours et aux attaques contre eux. Il a affirmé que le navire menait des actions hostiles visant la sécurité et la stabilité du peuple yéménite. La coalition arabe, qui soutient les forces gouvernementales au Yémen, avait accusé la milice houthie soutenue par l'Iran d'avoir saisi un navire transportant des fournitures médicales et sanitaires au large des côtes du port de Hudaydah, dans l'ouest du Yémen. « Les milices houthies ont mené une attaque armée contre le cargo *Ravabi*, battant pavillon des Émirats arabes unis, au large des côtes de Hodeidah » avait déclaré la coalition arabe dans un communiqué, sommant les houthis à libérer immédiatement le navire en question.

(*La voix de la Turquie, le 03-01-2022*)

... CYBERESPACE ...

Plusieurs sites d'informations israéliens piratés par des hackers iraniens présumés...

Au moins deux sites d'information israéliens ont été piratés tôt dans la matinée de lundi, avec des avertissements et des menaces à la sécurité de l'État hébreu sous forme de vidéos de propagande iranienne en lien avec le second anniversaire de l'assassinat par les États-Unis du général Qassem Soleimani. Le site du quotidien *The Jerusalem Post* affichait la scène d'un exercice de tir de missile iranien du mois dernier, dans le cadre duquel Téhéran a détruit une maquette du réacteur nucléaire israélien de Dimona. La vidéo montre l'image d'un missile qui est lancé depuis la bague iconique du général Soleimani, accompagnée de l'inscription suivante en anglais et en hébreu : « nous sommes là où vous ne vous attendez pas ». Le compte *Twitter* du quotidien israélien *Maariv*, dont les propriétaires sont les mêmes que ceux du *Jerusalem Post*, affichait le même message, avant d'être rapidement effacé. « Nous avons pris connaissance du piratage de notre site internet, et de la menace directe à l'État d'Israël véhiculée par cette attaque. Nous œuvrons à la résolution du problème » a *tweeté* le *Jerusalem Post* lundi matin. Le site a été rétabli deux heures après l'attaque.

(*I24News, le 03-01-2022*)

En Inde, ouverture d'une enquête après la diffusion d'une application mettant aux enchères des femmes musulmanes...

Les autorités indiennes ont ouvert une enquête portant sur une application informatique proposant des centaines de femmes musulmanes dans ce qui semble s'apparenter à une vente aux enchères, avec des photos tirées, sans permission, de comptes de médias sociaux. L'enquête lancée par la police de Delhi fait suite à la plainte de la journaliste Ismat Ara, dont le nom figure également sur l'application *Bulli Bai*. Des centaines de photos de femmes musulmanes ont été publiées dans l'application sur le

site de développement de logiciels libres *GitHub*, et les utilisateurs ont été invités à participer à une vente aux enchères. L'application n'était pas sans rappeler une autre du même genre baptisée *Sulli Deals*, qui avait suscité l'indignation il y a environ six mois en proposant aux utilisateurs des *Sulli* comme offres du jour. *Sulli* est un nom péjoratif utilisé par les internautes d'extrême droite en Inde pour désigner les femmes musulmanes. Le compte a été bloqué par *GitHub*, alors que l'unité informatique d'intervention d'urgence (CERT) ainsi que les autorités policières coordonnent d'autres actions, a déclaré le ministre de l'Information et de la Technologie Ashwini Vaishnaw sur *Twitter*. La députée Priyanka Chaturvedi a pour sa part saisi la police de Mumbai de cette affaire. De nombreux utilisateurs de médias sociaux ont exprimé leur soutien aux victimes de ces agissements, affirmant que le but de cibler les femmes musulmanes est de leur infliger une souffrance physique et mentale. Beaucoup ont affirmé que les personnes à l'origine de ces applications appartenaient à des groupes d'extrême droite. (*La voix de la Turquie, le 04-01-2022*)

Des applications préinstallées sur des smartphones de fabrication chinoise inquiète la Commission nationale de communication taïwanaise...

La Commission nationale de communication (NCC) a annoncé le résultat de ses contrôles de sécurité de dix smartphones réalisés en 2021. La NCC cite notamment le téléphone 10T 5G de la marque chinoise Xiaomi qui dispose de sept applications préinstallées capables de vérifier le vocabulaire politiquement sensible. Deux mille mots en chinois simplifié ou traditionnel et en anglais tels que les noms de gouvernements, de religions, de groupes politiques, de mouvements sociaux comme « indépendance de Taïwan », « DPP » ou « KMT » ou encore ceux de personnalités politiques comme Jinping et Tsai Ing-wen sont inclus dans cette liste. La NCC souligne ainsi le risque de renvoi des informations relatives à l'utilisation de ces mots. Aujourd'hui, le groupe chinois Xiaomi a réfuté cette pratique d'installation de filtrage des termes sensibles en insistant sur le fait que certaines installations de son téléphone portable existent dans le but de gérer les publicités payantes des applications afin de protéger les utilisateurs de certains contenus, tels que la pornographie, la violence, les discours de haine ou les informations susceptibles d'offenser les utilisateurs locaux.

(*Radio Taïwan international, le 07-01-2022*)

Renseignor
Le Renseignement ouvert par la radio

Renseignor est une lettre hebdomadaire publiée par Isabel Intelligence

www.isabel-intelligence.org

en partenariat avec le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R)

www.cf2r.org

Directeur de la publication, directeur de la rédaction : Alain Charret – direction@renseignor.com

Comité de rédaction : Julia Charret, Eric Denécé, Yves-Marie Peyry – redaction@renseignor.com



Créé en 2000, le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) est un Think Tank indépendant qui a pour objectifs :

- Le développement de la recherche académique et des publications consacrées au renseignement et à la sécurité internationale.
- L'apport d'expertise aux parties prenantes, aux politiques (décideurs, administration, parlementaires, médias, etc.).
- La démystification du renseignement et l'explication de son rôle auprès du grand public.

Centre Français de Recherche sur le Renseignement
12/14 rond-point des Champs Elysées - 75008 Paris
01 53 53 15 30